



«L'isolement n'est pas possible en temps d'élections, pas plus que la solitude au milieu d'un champs de bataille.» *Victor Hugo*

CAUSES COMMUNES

journal socialiste

ventôse n°5

mars 2007

EDITO



DR

Dans ce numéro tiré du programme, vous trouverez quelques thèmes qui nous tiennent à cœur et qui seront portés par les candidat-e-s socialistes au Conseil municipal. Législature après législature, les Socialistes proposent projets et réformes et parviennent à les faire aboutir! Ces huit dernières années, sous l'impulsion du magistrat socialiste Manuel Tornare, des places de crèche pour plus de 1500 enfants ont été ouvertes, la «Cité Seniors» espace destiné aux aîné-e-s a vu le jour, deux clubs sociaux accueillant les plus vulnérables ont été inaugurés. Par ailleurs, des manifestations favorisant la rencontre et la découverte ont été proposées aux genevois-e-s: le «Festival Arbres et Lumières», la «Fête des Voisins», les chaises longues dans les parcs.

Eh oui, pour les Socialistes, derrière les mots, il y a les actes!

Ces réalisations sont l'expression de notre détermination et de notre désir renouvelé d'oeuvrer, par une action de proximité, dans les quartiers, avec la population et les associations, à une meilleure qualité de vie pour toutes et tous.

Cet effort pour une Genève ouverte, multiculturelle, solidaire et agréable à vivre nous voulons le poursuivre, avec vous, en renforçant notre présence au Conseil municipal et au Conseil administratif.

Les Socialistes ont leur ville à cœur et n'ont de cesse de vous le prouver!

Pour consulter le projet des Socialistes Ville de Genève pour la législature 2007-2011, vous pouvez vous rendre sur www.ps-geneve.ch ou le commander en envoyant un courriel à presse@socialiste.ch ou en téléphonant au 022 338 20 78.

SPECIAL ELECTIONS MUNICIPALES

DIX POINTS SOUS LA LOUPE



© DR

points forts

Etendre la démocratie	p. 2
Aménagement, logement et mobilité	p. 3
Sécurité et qualité de vie	p. 4
Bannir l'exclusion	p. 5
Investir pour l'intérêt collectif	p. 6
Pour une fiscalité solidaire	p. 7
Petite enfance: un grand enjeu	p. 8
Autour de la jeunesse et du sport	p. 9
Favoriser l'accès à la culture	p. 10
Accroître la solidarité internationale	p. 11

Les socialistes Ville de Genève

CITOYENNETE

ETENDRE LA DEMOCRATIE

La participation citoyenne aux décisions politiques est particulièrement faible dans les zones urbaines et plus faible dans les quartiers populaires que dans les quartiers «bourgeois»; le critère déterminant de la participation politique est toujours le niveau de formation et celui-ci est toujours lié au revenu.

Pour les Socialistes, la participation du plus grand nombre à la vie de la Cité est essentielle. Cet engagement peut se décliner de façons fort diverses selon le temps, l'envie et les possibilités de chacun-e. Pour certain-e-s, il se fera au sein des partis politiques, pour d'autres il se développera au sein d'associations, pour d'autres encore il s'agira d'appuyer tel ou tel événement et finalement pour un certain nombre d'entre-nous, la participation se traduira par l'usage des droits politiques (et pour celles et ceux qui n'en possèdent pas, par l'usage du droit de pétition). Cette variété des modes d'expression traduit l'hétérogénéité des moyens existants et favorise la mise en perspective des discours qui avancent le désamour des citoyen-ne-s pour la chose publique. Car si force est de constater que le clivage s'approfondit entre les citoyen-ne-s et les institutions politiques, on note



DR

aussi que la Suisse est le pays des associations. On en dénombre des centaines de milliers (culturelles, sociales, sanitaires, sportives, professionnelles, politiques) qui regroupent quelque 40% de la population adulte. Toutes les catégories

s'inscrivent dans cette démarche: jeunes et vieux, femmes et hommes, indigènes et immigrants, universitaires et personnes sans formation. Pour les Socialistes, le tissu associatif est un véritable terreau démocratique et ce d'autant

que les associations sont capables de répondre avec une plus grande rapidité et une plus grande souplesse aux besoins qui ne sont pas encore pris en charge par les institutions publiques ou qui n'ont pas à l'être. Ainsi, le développement de mouvements sociaux, le nombre considérable d'actions collectives, même très localisées et «ciblées» sur des enjeux quotidiens sont d'autant plus importants pour nous qu'ils peuvent entraîner à une action collective des femmes et des hommes qui s'étaient jusqu'alors tenus à l'écart de tout engagement public. Les militantes et militants du mouvement associatif, les bénévoles des organismes d'entraide, des clubs sportifs, des groupements culturels, sont aussi des citoyennes et des citoyens exerçant les droits politiques dont ils disposent. Cet engagement est un engagement citoyen, qu'il se définisse ou non comme tel. Il est un engagement démocratique.

ENTRETIEN

MIGRANTS ET MONDE ASSOCIATIF

Pour commenter la perspective susmentionnée nous avons rencontré Sandro Cattacin, professeur et directeur actuel du département de sociologie de l'Université de Genève, co-auteur de l'ouvrage «Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948» (éd. Seismo), 2005.

Propos recueillis par Sandrine Salerno

Quel regard portez-vous sur le monde associatif?

Sandro Cattacin: Je pense qu'en démocratie, il faut valoriser la vie associative car les associations favorisent concrètement le lien social et sont de réelles productrices de bien-être social. En Suisse, on assiste d'ailleurs très souvent à une délégation de tâches publiques à des associations ou à des fondations de droit public. Je pense ici notamment aux politiques sociales ou de la santé.

Vous travaillez beaucoup sur les enjeux liés à la migration, aux migrant-e-s. Qu'en est-il précisément des associations de migrant-e-s?

S.C.: Les associations de migrant-e-s sont fondamentales. Pour les étrangers, tout d'abord. Ce sont des lieux

d'accueil où les nouveaux venus peuvent se ressourcer, où on peut leur expliquer comment fonctionne la Suisse, quels sont les codes à respecter, les conduites à développer. Ce sont des espaces-ressources très importants. Les études sur le sujet le montrent d'ailleurs clairement. Genève est riche de cette vie associative puisqu'on dénombre près de 400 associations de migrant-e-s.

En ce sens, je souhaite ajouter que ces associations sont souvent mal ou peu utilisées par les pouvoirs publics. Pourtant il y a là un formidable espace de consultation qui est peu mis à profit, c'est regrettable. Pour les politiques, les associations sont également des plateformes idéales pour entrer en contact avec des publics cibles. Elles peuvent relayer de l'information, la traduire et lui donner un sens.

Que proposez-vous?

S.C.: Il faut utiliser les ressources des associations, pousser à des coordinations et favoriser l'éclosion du potentiel de revendications.

En somme, favoriser les partenariats, être à l'écoute?

S.C.: Oui, cela semble évident. D'autant plus que pour ce type spécifique d'associations, se positionner

dans le champ de la revendication n'est pas une démarche simple. On remarque qu'il n'est pas facile de trouver des porte-parole, des personnes qui endossent le rôle de «leader». Cela explique en partie le fait que malgré leur nombre, peu de groupes parviennent à formuler des demandes qui sont entendues et prises en considération par le système politique. Des droits politiques complets pourraient aider à évoluer dans ce sens.

Pourquoi le système politique reste-t-il fermé aux migrant-e-s et à leurs revendications?

S.C.: En Suisse, il y a un décalage entre la reconnaissance pratique des pouvoirs publics et la reconnaissance politique, symbolique. Or, les deux sont nécessaires. Jusqu'à présent, on donne les moyens aux associations d'exister, mais on les décourage de faire du lobby ou de défendre des intérêts. De plus, Genève est influencée par la France et son idéologie républicaine. Or, les systèmes républicains consacrent le principe d'égalité. Concrètement, cela veut dire que c'est l'égalité et l'individu qui sont le moteur de l'action. Les groupes de migrant-e-s misent eux sur la différence et sur l'appartenance au groupe. C'est un élément

qui explique qu'ils sont peu écoutés, entendus et compris.

Mais le problème se pose en des termes identiques avec les associations féminines?

S.C.: Tout à fait! Et ces dernières sont d'ailleurs traversées par cette dualité. On trouve d'un côté les féministes essentialistes ou différencialistes et de l'autre, les universalistes. Un courant revendique l'affirmation de la spécificité féminine et l'autre pose comme priorité l'égalité entre les sexes. Selon moi, il faut que la politique suisse intègre urgemment la notion de différence liée à la migration.

Comment expliquez-vous l'échec de l'actuelle politique cantonale de l'intégration?

S.C.: C'est paradoxal, mais c'est le côté international de Genève qui l'empêche de penser la diversité et de vivre dans un état de conscience des enjeux qui se posent.

Selon vous, que faire pour que cela change?

S.C.: Proposer la création d'un conseil de la vie associative qui alimente la réflexion des élu-e-s avec des propositions concrètes. Ce conseil pourrait se réunir 4-5 fois an.

CADRE DE VIE

LOGEMENT, AMENAGEMENT ET MOBILITE

Le projet des Socialistes vise la concrétisation du droit au logement et l'amélioration du cadre de vie. La qualité de la vie en Ville dépend aussi bien de l'aménagement de l'espace urbain que d'une mobilité contrôlée. Les enjeux majeurs des années à venir résident dans la recherche de solutions plus harmonieuses en vue de concilier les impératifs souvent divergents de création de nouveaux logements, d'aménagements respectueux de l'environnement et de déplacements sûrs et peu polluants.

L'aménagement de la ville doit être le fruit d'une planification qui maîtrise l'urbanisation, les problèmes de pollution et ceux liés à la ségrégation sociale. Il a comme objectif l'organisation et la répartition du territoire de la ville entre ses divers usages et usagers (logement, administration, commerce, industrie, loisirs, circulation des personnes, espaces verts ou libres, etc). Il doit déterminer de manière prépondérante le cadre et les conditions de vie de chacun.

Développer la construction

En matière de logements, la Ville de Genève est l'un des plus grands propriétaires du canton. La majorité des logements de son parc immobilier sont des logements sociaux dont le loyer est conforme aux besoins prépondérants de la population. Elle doit cependant affecter ses terrains encore disponibles en priorité à la construction de logements. Cet effort de construction doit simultanément garantir la mixité sociale, tenir compte de

l'histoire des divers quartiers et conserver la richesse et la qualité des espaces urbains.

Transport trans-régional

A Genève, le trafic pendulaire entre le lieu de résidence et le lieu de travail provoque des nuisances - pollution, bruit, insécurité routière, congestion du trafic - qui ont un coût social élevé, destiné à augmenter ces prochaines années. Il est donc primordial de développer le système de transports publics de

l'agglomération genevoise, de part et d'autre de la frontière.

Une meilleure qualité de vie

La qualité de vie en ville dépend également de l'espace urbain mis à disposition du public et de la qualité de son aménagement. Cette qualité existe à Genève, mais elle peut être accrue, considérant que l'objectif majeur doit être l'amélioration constante du cadre de vie des citoyens.

NOUS PROPOSONS

- 1. Le développement de la Fondation pour le logement social afin de poursuivre la politique de la Ville en matière de construction de logements.*
- 2. La poursuite de l'octroi de droits de superficie à des organismes publics et associatifs ayant pour objectif la création de logements d'utilité publique.*
- 3. Une politique active d'acquisition de terrains et bâtiments afin de développer du logement social, y compris hors des limites communales.*
- 4. L'aménagement de nouveaux espaces verts publics.*
- 5. La création de places publiques dans les quartiers, la requalification des places et ronds-points actuellement morcelés par les voies de circulation afin d'améliorer la convivialité et la sécurité dans chaque secteur de la ville.*
- 6. L'amélioration de l'usage de la rade comprenant une réduction du trafic.*
- 7. Le développement des transports publics et l'encouragement de la mobilité douce entre les différentes communes de l'agglomération genevoise.*

ENTRETIEN

SUR LA POLITIQUE DU LOGEMENT

Sylvain Lehmann est secrétaire syndical du secteur de la construction et responsable de la commission logement au sein du SIT, (Syndicat interprofessionnel des travailleuses et des travailleurs).

**Propos recueillis par
Isabelle Brunier et
Miltos Thomaidis**

Quelle est votre perception du développement du logement à Genève?

Sylvain Lehmann: Je constate que les points touchant au développement du logement social par une politique active des autorités et la cession de droits de superficie à des coopératives rejoignent totalement les revendications des syndicats. On est dans un consensus sur ce sujet. La pénurie de logements n'est pas une fatalité. Il est évident qu'il n'existe que peu de parcelles libres constructibles en Ville. Pour ces raisons, le SIT est favorable au déclassement d'une partie de la zone agricole et à

un rééquilibrage en faveur du logement par rapport aux autres activités en Ville. Le problème du déplacement des rentrées fiscales ne devrait pas primer, ou devrait être résolu par un système de péréquation adapté.

Sans baguette magique, comment selon vous, est-il possible d'améliorer les conditions du logement à Genève?

S.L.: Le problème du logement est à résoudre à l'échelle du canton en maintenant ou en imposant une vraie mixité sociale dans toutes les communes. En tant que citoyen de la Ville de Genève, je rendrais cette dernière à ses habitants en privilégiant des projets coopératifs où les habitants prennent en charge la gestion de leur habitat, trop peu de projets de ce type ont vu le jour jusqu'à présent à Genève. Selon moi, le canton peut et doit se développer pour fournir des logements décents aux travailleurs (en particulier du secteur de la construction) car actuellement le droit fondamental au

regroupement familial est bafoué en raison du manque de logements. On en revient presque à la situation des saisonniers des années 1960!

Comment évaluez-vous la politique de la Gérance immobilière municipale en la matière?

S.L.: Concernant la Gérance immobilière municipale (GIM), le SIT revendique plus de transparence, une meilleure gestion et surtout la suppression du passage d'appartements sociaux vers le loyer libre. A ce sujet, il faudrait obtenir les statistiques récentes. Le problème des standards élevés appliqués aux rénovations dans les quartiers populaires, et par conséquent, de changement de population après travaux est également évoqué. Il en est de même avec celui de la gestion des marchés publics. Comme toutes les collectivités publiques, la Ville devrait être exemplaire sur le plan du respect des

conventions collectives et des conditions de travail. Il est regrettable qu'il existe actuellement dans la pratique municipale une primauté du point de vue juridique sur tous les autres aspects. Enfin, la Ville devrait limiter l'externalisation des services de conciergerie dans ses logements et locaux administratifs pour des raisons sociales et d'efficacité dou-teuse.

Sur le plan de la mobilité, pensez-vous qu'il faille développer les transports collectifs?

S.L.: En matière d'aménagement et de mobilité, le SIT est évidemment favorable au CEVA et au développement régional des transports publics ainsi qu'à des mesures visant la limitation de la circulation automobile. En revanche, jugé comme étant antisocial, le péage urbain n'a pas les faveurs de notre syndicat.

DROIT POUR TOUS

SECURITE ET QUALITE DE VIE

Le droit à la sécurité est un droit fondamental de la personne et la défense de ce droit une obligation de la collectivité publique. Cependant, des mesures de contrainte policière ou judiciaire ne suffisent absolument pas à remplir cette obligation.

Dans les faits, le principal risque d'atteinte à l'intégrité physique est le risque d'accident de la circulation. Les trois «lieux» sociaux les plus dangereux sont le travail, la famille et la route. L'insécurité ressentie n'est donc, le plus souvent, pas liée aux menaces réelles.

Cependant, il est indifférent qu'une personne n'ose plus sortir seule dans la rue, à certaines heures ou dans certains lieux, sous l'effet d'une crainte objectivement infondée ou d'un risque réel: dans l'un ou l'autre cas, c'est sa liberté

de déplacement, son autonomie individuelle qui sont atteints. Le sentiment d'insécurité et la réalité de l'insécurité n'ont peut-être en commun que de se nourrir l'un et l'autre de la crise sociale, ce qui implique qu'ils soient combattus l'un et l'autre par un travail sur leurs causes sociales, notamment le chômage, l'exclusion sociale, la précarité. Le sentiment d'insécurité se nourrit aussi de petits conflits sans grandes conséquences objectives, mais qui, accumulés, récurrents, finissent par prendre une importance considérable.

Les actes de petite délinquance et les «incivilités» concourent à instaurer une «atmosphère» de menace permanente, décalée de la réalité, mais perçue comme telle. Dans ces cas, si les collectivités publiques doivent apporter des réponses à ces problématiques, il est important de souligner le rôle de chaque citoyen-ne. Les déprédations et les actes d'incivilités peuvent être combattus au jour le jour par une attitude responsable. Aux incivilités viennent s'ajouter des actes plus graves et un passage de plus en plus fréquent à la violence physi-

que, témoignant de l'incapacité de celles et ceux qui s'y livrent de «régler leurs problèmes» ou d'affirmer leur existence autrement. Cette incapacité témoigne elle-même d'une absence de socialisation, à laquelle la répression - même là où elle est indispensable - ne donne aucune réponse durable. La réponse purement répressive à la montée du sentiment d'insécurité aggrave la réalité de l'insécurité et ne fait que déplacer le problème ou sa face visible, sans le résoudre à terme.

NOUS PROPOSONS

1. La renégociation du rôle et des compétences respectives des polices municipale et cantonale par les autorités compétentes, soit le renforcement des compétences et des effectifs des agents de ville.
2. L'amélioration de l'éclairage et de l'accessibilité des lieux sombres générateurs d'insécurité.
3. La redéfinition, la revalorisation et le renforcement des compétences de la sécurité municipale en matière de police de proximité.
4. L'augmentation des effectifs des agent-e-s de sécurité municipale (ASM) et leur présence accrue dans les quartiers.



DR

ENTRETIEN

LES INCIVILITES NE SONT PAS UNE FATALITE

André Castella est maire de la commune d'Avusy, président et initiateur de l'association «Le respect, ça change la vie» et coordinateur de projets au Bureau de l'intégration des étrangers. Il n'est affilié à aucun parti... ou alors à celui du respect! Constatant les nombreuses incivilités commises dans sa commune, «incivilités qui ne sont pas nécessairement le fait des jeunes», insiste-t-il, il propose à la population d'Avusy d'entreprendre une campagne intitulée «Le respect, ça change la commune». Ce message a immédiatement trouvé des oreilles attentives: c'était le début d'un long chemin qui l'a conduit bien au-delà des étroites frontières genevoises car il peut se conjuguer partout: à l'école, en famille, dans un club de sport, dans la rue, au boulot... et dans la politique.

Propos recueillis par Valentina Wenger-Andreoli

L'incivilité et l'insécurité pré-occupent la population: quel regard portez-vous sur cette problématique?

André Castella: Effectivement, l'incivilité engendre toujours un «sentiment d'insécurité». Parfois

seulement elle engendre l'insécurité. Sentiment d'insécurité et insécurité ne signifient pas la même chose. L'insécurité menace ou atteint l'intégrité physique des personnes. Elle doit être combattue avec vigueur mais aussi avec proportionnalité. L'incivilité doit l'être par d'autres moyens: par la sensibilisation, l'éducation, la valorisation des actes positifs. C'est ce que tente de faire l'association «Le respect, ça change la vie».

Constatez-vous des effets positifs depuis le début de la campagne du respect?

A.C.: Il serait prétentieux d'affirmer que les incivilités ont diminué. Notre but est plutôt «d'ensemencer» le respect et de convaincre qu'il est un art de vivre. Nous souhaitons dire que le respect n'est pas une fin en soi mais la condition pour mieux vivre ensemble. Dire encore que chacun de nous, en matière de respect, a du pouvoir: celui de changer quelque chose dans son attitude, dans ses gestes les plus simples, dans ses paroles. Et aussi du pouvoir sur son entourage notamment par son propre exemple. C'est là l'âme de notre campagne, l'exemple.

Quelles solutions propose l'association du respect et sa campagne face à l'incivilité et à l'insécurité

A.C.: Déjà, reconsidérer le sens de ces mots, leur redonner leur juste valeur. Ne pas tout amalgamer: jeunes, étrangers, trafiquants, etc. Il est dangereux de reporter tous nos maux sur telle ou telle catégorie de population. Ensuite, il est nécessaire de ralentir autant que possible le rythme de notre vie, de prendre le temps de réfléchir sur le sens de nos actes, sur leurs effets sur les autres et sur nous-mêmes, sur notre environnement. Il est nécessaire de faire prendre conscience à chacun que le remède à ses problèmes, à son mal être, à son chômage, ne réside ni dans l'incivilité, ni dans la violence, dont les victimes ne sont bien souvent pas les coupables. Il est urgent de redonner à chacun de la dignité, de l'éducation, des moyens d'existence: en résumé, donner de bonnes raisons d'être respectueux.

Que pensez-vous des propositions socialistes?

A.C.: Je ne suis pas compétent pour juger de la valeur des propositions socialistes... pas plus que je ne le

suis pour les propositions des autres partis. J'approuve toutefois la nécessité de redéfinir le rôle de chacun en matière de sécurité et de civilité. Je pense par exemple que la nouvelle «brigade de civilité» que la Ville de Genève a récemment mis sur pied devrait être conduite par une entité ne relevant pas d'une Autorité. Je proposerais que les Socialistes et les autres partis envisagent des moyens permettant la valorisation positive des jeunes en difficulté: ainsi peut-être s'adonneraient-ils moins à la seule valorisation à leurs yeux possible, c'est à dire l'incivilité, voire le délit («je casse, je vole, donc j'existe!»).

Ce qui est certain, c'est qu'il n'existe pas une seule police au monde qui soit capable de contenir l'incivilité et l'insécurité. Ces problèmes de société sont l'affaire de tous et doivent être résolus par tous. Ce qui est arrivé dans les cités françaises n'était plus «rattrapable». On est en présence d'un échec total du politique, plus particulièrement en matière d'intégration des personnes migrantes. Dans ces cités, l'usage de la force n'a fait et ne fera qu'attiser les tensions. A bon entendre...

SOCIAL

BANNIR L'EXCLUSION

La lutte contre l'exclusion sociale est donc une lutte pour les droits fondamentaux, pour qu'ils aient une réalité concrète, tangible. Aucune discrimination selon le sexe, l'âge, l'origine ou le statut social n'est acceptable. A l'avenir, trois grands défis s'imposeront aux collectivités publiques et plus particulièrement aux communes: la paupérisation de la population, le vieillissement de la population et le développement de la grande précarité. Si plusieurs mesures concrètes et efficaces ont déjà été mises en oeuvre par la Ville sous l'impulsion de Manuel Tornare, force est de constater que les situations s'aggravent. Il est donc du devoir des collectivités publiques de réfléchir aux solutions concrètes qui doivent être apportées.

Genève a redécouvert ses pauvres et ses exclu-e-s; au moins 6000 personnes (dont la moitié en ville) doivent, dans ce canton riche, avoir recours à l'assistance publique pour couvrir leurs besoins essentiels. De récentes études ont montré qu'en Suisse 3% de la population détient autant de richesse que le 97% restant. La paupérisation, entraînant la marginalisation sociale, devient un phénomène collectif. La Suisse n'ayant pas su développer une politique familiale digne de ce nom, les familles ont de plus en plus de difficultés à trouver un logement, à payer des charges fixes qui augmentent et à trouver des moyens de garde pour leurs enfants. Dans ce contexte, les familles «éclatées» forment une catégorie de plus en plus fragilisée.

Le vieillissement de la population, plus prononcé dans le centre des villes, constitue une tendance nette de l'évolution démographique urbaine. L'Office fédéral de la statistique prévoit, à Genève, un accroissement global de la population de 16% entre 2001 et 2040 et un passage de la part de la population âgée de plus de 65 ans de 14,6% en 2001 à 20,2% en 2040. Or, les personnes les plus âgées sont menacées d'une exclusion à la fois sociale et/ou

physique. Fragiles dans leurs déplacements face à une circulation automobile insuffisamment maîtrisée, développant un sentiment d'insécurité, elles sont de plus en plus nombreuses à rencontrer de réelles difficultés au quotidien. Il est donc crucial de renforcer les actions menées contre l'exclusion croissante des personnes âgées.

La grande précarité est un phénomène qui touche désormais Genève. Plusieurs constats économiques et sociaux peuvent être dressés: l'augmentation du nombre de divorces, l'augmentation du chômage de longue durée, l'augmentation des emplois à durée déterminée, l'extension du travail précaire sur appel ou du travail à temps partiel. La crise du logement, combinée à la baisse du nombre de logements sociaux, contribue à l'augmentation du prix des loyers. De plus, l'absence de normes en matière de revenu minimal et une politique familiale quasi inexistante favorisent l'aggravation du phénomène. La grande précarité a pour conséquence que le nombre de personnes nécessitant une aide d'urgence augmente toujours plus. La Commune a donc dans ce cas un rôle très important à jouer et doit continuer de développer des moyens d'action tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

NOUS PROPOSONS

1. L'ouverture et l'extension de lieux d'accueil d'urgence polyvalents.
2. L'augmentation des moyens mis à disposition des associations qui luttent contre la précarité et l'exclusion.
3. La création d'une unité de désendettement, travaillant en collaboration avec les associations oeuvrant dans ce domaine, chargée de conseiller les personnes surendettées.
4. Le développement de l'offre concernant les personnes âgées et le lien intergénérationnel (Cité Seniors, espace quartier).
5. Le soutien au développement de l'offre de places dans les établissements spécialisés, pour les personnes du 4e âge.
6. Le maintien à domicile des personnes âgées qui le souhaitent, le plus longtemps possible, au moyen d'un soutien accru et d'une diversification de l'aide à domicile.

ENTRETIEN

COMBATTRE LA PRECARITE

Le Dr Hans Wolff est le responsable de l'Unité mobile de soins communautaires (UMSCO).

Propos recueillis par
Thomas Wenger

Qu'est-ce que l'Unité mobile de soins communautaires (UMSCO) et quel est son travail?

Hans Wolff: L'UMSCO a été créée en 1996. Ses missions sont notamment de faciliter l'accès aux soins pour les personnes en situation précaire de coordonner les actions de soins et de favoriser l'intégration dans les réseaux de soins et sociaux existants. L'UMSCO est une équipe multidisciplinaire composée d'infirmières, de médecins et de travailleurs sociaux. Nous travaillons en étroite collaboration avec le réseau de précarité et le service social de la Ville qui met à disposition les locaux du centre de soins.

Existe-t-il un profil type de personne démunie?

H.W.: On distingue deux populations cibles de l'UMSCO: les «grands précaires» et les «sans-papiers». La population

des «grands précaires» vit en marge de la société et fréquente les différents lieux d'accueil à Genève (Club social, CARE, Emmaüs, etc.). Ce sont essentiellement des hommes (80%) entre 20 et 60 ans. Les «sans-papiers» sont définis comme les personnes séjournant en Suisse sans permis de séjour régulier et qui ont l'intention d'y rester. Leur nombre est estimé entre 8000 et 12 000 à Genève et entre 80 000 et 100 000 en Suisse. A Genève, les sans-papiers sont essentiellement des femmes (75%) d'origine latino-américaine (75%), travaillant majoritairement dans le secteur de l'économie domestique (80-90%).

Disposez-vous de chiffres concernant l'exclusion et la grande précarité à Genève?

H.W.: En Suisse, de nombreuses personnes vivent sous le seuil de pauvreté: en 2003, le taux était de 13% alors qu'il était de 11,2% en 1992. La proportion des «working poors», soit des personnes qui, malgré un emploi, ne parviennent pas à obtenir un revenu suffisant, était de 7,4% en 2003 alors qu'il se situait à 6,4% en 1992. On observe donc que la pauvreté augmente dans notre pays et c'est très inquiétant.

Les médias ont parlé des conséquences de la modification de l'article 64A de la loi sur l'assurance maladie (LAMal) qui autorise les assureurs à suspendre le remboursement des prestations en cas de paiement incomplet des quote-parts ou des primes d'assurance maladie. Quel regard portez-vous sur ce sujet?

H.W.: La révision de l'article 64A de la LAMal entraîne l'impossibilité pour les personnes touchées d'obtenir certaines prestations médicales, notamment la remise de médicaments en pharmacie. Selon des chiffres publiés dans les médias et provenant de certains assureurs, près de 5% de la population pourrait être concernée par la révision de l'article 64A. Le constat principal est que cet article touche principalement des personnes souffrant de maladies chroniques et de faible niveau socio-économique, puisqu'une majorité d'entre elles est dépendante d'aides sociales. L'article 64A de la LAMal entraîne donc des difficultés importantes d'accès aux soins pour certains patients. Les conséquences de cet article pourraient mettre en péril

l'objectif principal de la LAMal qui est l'accès aux soins pour l'ensemble de la population.

Comment voyez-vous l'avenir?

H.W.: A l'UMSCO, nous avons presque doublé le nombre de consultations depuis l'an 2000 pour atteindre plus de 10 000 en 2006. En 2000 toujours, le nombre de patients était inférieur à 1000 (968) alors qu'en 2006, ce chiffre a progressé à plus de 3200 patients. Ces prochaines années nous auront à faire face à un nouveau défi, le vieillissement de la population dont s'occupe l'UMSCO. En effet, entre 1999 et 2006, nous observons un vieillissement de cette population qui s'explique par deux facteurs: une plus grande proportion des «grands précaires» en âge «avancé» (28.9% ont 50 ans ou plus) et un vieillissement de la population des «sans papiers». Avant, les sans-papiers étaient jeunes, maintenant certains arrivent en âge gériatrique. Cette tendance est inquiétante car ces personnes déjà socialement fragilisées le seront encore plus en vieillissant.

Les socialistes Ville de Genève

LA GESTION PUBLIQUE

INVESTIR POUR L'INTERET COLLECTIF

La gestion publique implique pour une commune comme la nôtre deux enjeux majeurs. Le premier a trait aux prestations offertes par la collectivité à sa population. L'autre, d'autant plus dans une commune comme la Ville de Genève, à trait à la gestion du personnel.

Concernant les prestations, selon les Socialistes, une politique de rigueur dans la gestion financière n'est pas une fin en soi. Deux conceptions budgétaires s'affrontent depuis des lustres: celle de la droite, qui consiste à adapter les dépenses aux recettes sans tenir compte des besoins. Celle de la gauche, qui consiste à déterminer d'abord les besoins et les tâches des collectivités publiques pour ensuite leur accorder les moyens de remplir ces besoins et d'assumer ces tâches avec rigueur et transparence. La différence entre ces deux conceptions se résume à la différence entre un raisonnement comptable cachant mal un choix idéologique en faveur du «moins d'Etat» à tout prix et un choix politique assumé en faveur de l'intérêt collectif. Nous optons pour le choix politique, notamment en faveur de la cohésion sociale, de la qualité de vie partagée et de l'intégration de toutes et tous.

Fonction publique

Concernant la gestion du personnel, il convient de souligner que ces dernières années la fonction publique a été un bouc émissaire commode. Certaines forces politiques tentent de nous faire croire qu'il suffit de

réduire la masse salariale en supprimant des postes de travail, en plafonnant les salaires et en péjorant les conditions de travail pour «rétablir l'équilibre des finances publiques» et améliorer le fonctionnement de l'Etat. Or les tâches assumées par la fonction publique sont indispensables, à quelques exceptions près. Le secteur privé ne les assumerait pas mieux, ainsi que l'ont démontré les bilans des privatisations de services publics opérées dans certains pays d'Europe. De plus, le secteur privé ne pourrait les assumer qu'au prix d'un report de charges sur les usager-ère-s ou d'une perte d'efficacité et de qualité, puisque son critère d'efficacité n'est ni l'utilité de la prestation fournie, ni sa qualité, mais le profit qu'il peut en tirer.

Résistance citoyenne

Cela dit, le travail politique de rationalisation et de démocratisation du fonctionnement de l'administration et des services publics est essentiel. Il est la condition de leur légitimité, et du soutien que les citoyen-ne-s peuvent apporter à la résistance aux privatisations et à la mercantilisation du «service au public».

ENTRETIEN

POLITIQUE COMMUNALE

Hervé Pichelin, co-secrétaire général du SIT, est également président de la communauté d'action syndicale genevoise (CGAS).

Propos recueillis par Valentina Wenger-Andreoli

Financièrement, les années à venir pour les communes seront très certainement difficiles; selon vous, quels enjeux seront primordiaux?

Hervé Pichelin: La Constituante permettra de poser sur la table plusieurs problématiques importantes qui modèleront le cadre institutionnel et financier. Le mouvement syndical ne s'est pas saisi de ce dossier, mais il y prendra une part active pour défendre notamment deux grands enjeux. Premièrement, en matière de politique communale, les syndicats soutiennent le regroupement du maximum de petites communes afin de garantir l'égalité de traitement, car la péréquation financière est insuffisante à

l'heure actuelle et tant la Ville que le canton assurent des prestations qui ont leurs effets au-delà de leurs limites territoriales. Deuxièmement, la tendance actuelle est aux transferts de charges de la Confédération vers les cantons et des cantons vers les communes. Ces transferts ont pour conséquence qu'à chaque passage le niveau des prestations offertes à la population en général et aux plus démunis en particulier baissent. La nouvelle répartition des tâches de la Confédération qui entrera bientôt en vigueur annonce des années difficiles. Genève devra assumer des tâches de politiques publiques supplémentaires sans avoir les moyens budgétaires et institutionnels de le faire correctement, soit sans coupes dans les prestations. En ce sens, la proposition socialiste de permettre aux communes de faire des réserves est importante. L'avenir ne s'annonce pas très rose; sans modification institutionnelle, le mouvement syndical ne voit pas

comment Genève pourra faire face aux besoins sociaux croissants.

Le statut de fonctionnaire, toujours plus violemment critiqué, est en passe d'être revu. Quels sont les enjeux de ces négociations pour les syndicats?

H.P.: Il faut d'abord faire un constat: la majorité de gauche de la Ville ne s'est pas distinguée en matière de rapport avec les organisations du personnel même si cela a un peu changé dans les négociations sur le nouveau statut du personnel. Il n'y a pas de volonté comme celle des Conseils d'Etat successifs qui l'ont fait avec plus ou moins de bonheur, d'associer les organisations du personnel tant sur le volet de la gestion du personnel que sur celui des prestations.

Les enjeux principaux liés à la révision du statut sont de leur apporter plus de transparence et de permettre une meilleure égalité de traitement entre les femmes et les

hommes. Il est également important de garantir la protection contre le licenciement. En effet, l'origine de cette protection est liée à la nécessité de protéger contre les pressions politiques et financières des employé-e-s qui effectuent des tâches publiques. Enfin, nous désirons promouvoir un fonctionnement plus participatif de l'administration.

Que pensez-vous des propositions socialistes?

H.P.: Certaines existent déjà au niveau cantonal depuis quelques années, et ce sont évidemment des avancées. J'aurais cependant une remarque sur la proposition d'une clause contre le mobbing et le harcèlement: il ne suffit pas d'inscrire dans les statuts une telle protection, il faut aussi veiller à sa mise en œuvre concrète en proposant des formations pour les cadres et les employé-e-s, une mobilité du personnel facilitée et une gestion plus participative.



© 2006 jkphoto.ch

NOUS PROPOSONS

1. La possibilité d'assurer le financement de projets majeurs, d'intérêt général, sur plusieurs années.
2. La reconnaissance par la Ville, en terme d'évaluation des fonctions et donc de classification et de salaires, les années consacrées aux enfants dans le cadre familial comme des années de travail effectif.
3. L'introduction d'un congé paternité.
4. L'impossibilité pour un membre du Conseil administratif de siéger en qualité de président ou directeur dans une fondation ou une institution.
5. L'introduction d'une clause particulière dans le statut des employé-e-s concernant la protection de la personnalité contre le harcèlement et le mobbing.

FINANCE

POUR UNE FISCALITE SOLIDAIRE

La capacité de la commune de lever l'impôt, et la liberté dont elle dispose d'utiliser ses ressources fiscales, est la condition de la réalité de la démocratie locale: sans fonds propres, sans liberté d'en user, les communes n'ont pas de légitimité politique. Cependant, cette autonomie fiscale ne doit pas dégénérer en concurrence fiscale entre les communes, et il est pour nous inacceptable que les taux d'imposition municipale aillent du simple au double selon que l'on a affaire à une commune résidentielle, n'assumant aucune responsabilité infrastructurelle et limitant ses engagements sociaux à une charité modernisée, ou une commune urbaine assumant la charge d'infrastructures dont bénéficie toute la population de la région, et d'une politique sociale au plein sens du terme.

La droite genevoise s'en prend régulièrement à la répartition de l'impôt municipal, et à la réserve d'une partie de cet impôt pour la commune de travail. Les communes purement résidentielles de la couronne genevoise, qui n'assument pratiquement aucune charge infrastructurelle et ne prennent presque aucune part à l'équipement du canton, s'offusquent de ce qu'une partie de l'impôt municipal revienne aux communes où travaillent leurs contribuables. En l'absence d'une telle répartition, on se retrouve dans la situation où les collectivités locales les plus prospères accentuent encore, en privilégiant l'accueil d'une population sans activité professionnelle sur le territoire de la commune, le processus de suburbanisation. Celui-ci est à l'œuvre dans toutes les zones urbaines, consistant à installer à la périphérie des villes les populations à revenus moyens et élevés, qui vont néanmoins continuer à travailler en ville et à utiliser des infrastructures mises à disposition par la Ville, sans contribuer à leur financement, mais sans pour autant se priver du plaisir, gratuit, d'exiger leur amélioration. Le mécanisme actuel de répartition fiscale entre commune de lieu de travail et commune de domicile

doit donc être maintenu. Selon les Socialistes, il est important de lutter, à tous les échelons politiques (communal, cantonal et fédéral) contre la concurrence fiscale entre les collectivités publiques qui a des conséquences sociales désastreuses. Les personnes les plus riches sont en effet les seules bénéficiaires de cette concurrence alors que la classe moyenne est toujours plus sous pression et que les collectivités publiques se voient obligées de baisser leurs prestations aux plus démunis. La dernière proposition des Radicaux sur la suppression de l'impôt fédéral direct est un exemple flagrant puisque seuls les ménages gagnant plus de 150 000 francs nets verraient leur assiette fiscale diminuer alors que les catégories inférieures verront leurs dépenses augmenter au travers de l'augmentation de la TVA. Il est important de rappeler ici que l'impôt sert à la redistribution de prestations à une grande majorité de la population. Au niveau communal, cette redistribution est d'autant plus importante qu'elle est au service de domaines comme, par exemple, les crèches, la culture, les espaces verts, les écoles et le sport, prestations qui servent à une grande partie des communiens et autres usager-ère-s.

NOUS PROPOSONS

1. *Un transfert de compétences du Canton aux communes accompagné d'une péréquation financière pour tout transfert de charges.*
2. *L'harmonisation des taux d'imposition fiscale municipaux (centimes additionnels) couplée à des mesures compensatoires de péréquation.*



© 2007 a.c. duss

ENTRETIEN

ACTIONNARIAT ET SALARIAT

Entretien avec Gérard Scheller, enseignant, fondateur et membre du Comité d'Attac-ge qui a été créé en 1998. Il a organisé la convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics face à l'AGCS (l'Accord Général sur les Services de l'OMC).

Propos recueillis par Valentina Wenger-Andreoli

Le débat sur la fiscalité en général et celui sur la concurrence fiscale a marqué l'actualité de ces dernières semaines. Quels sont, selon vous, les enjeux des années à venir dans ce domaine?

Gérard Scheller: En premier lieu, je trouve important de rappeler la nécessité de la fiscalité. En effet, elle sert d'abord à payer les services publics. Une pression sur la fiscalité constitue donc un risque de

diminution des prestations puisqu'elle a de grandes chances de déboucher sur des privatisations et des contrats de prestation qui ont pour conséquence non seulement la perte d'une partie de la redistribution mais également une perte de démocratie dans les choix. De plus, la fiscalité a pour but de réduire les différences entre ceux qui possèdent beaucoup et ceux qui possèdent moins. J'ai l'impression que cette donnée est évacuée du débat sur la concurrence fiscale qui consiste à diminuer la pression pour les plus riches. Or, je pense qu'il faut relativiser le débat sur la nécessité d'attirer les grandes fortunes en Suisse qui est une des bases de la discussion sur la concurrence fiscale. En effet, le PIB d'un pays est distribué en fonction des salaires et de la rétribution des fortunes. Il en résulte que tant que les grandes for-

tunes voudront plus de rétribution, elles feront pression sur les salaires. Il est donc crucial de lutter contre les rémunérations incroyables des actions car c'est une des raisons du frein aux augmentations des salaires. Pour Attac, la prochaine échéance d'importance est la lutte qui s'annonce contre la réforme des entreprises débattue en ce moment à Berne et qui octroiera une fois de plus des avantages énormes aux actionnaires et créera de nouvelles injustices fiscales.

Nous avons beaucoup parlé des niveaux institutionnels cantonal, fédéral et international; quel est votre avis sur la mise en place d'une harmonisation fiscale entre les communes et la possibilité de la

coupler avec des mesures compensatoires de péréquation?

G.S.: La péréquation entre communes fait partie des mesures en vue d'une plus grande justice fiscale. Il n'est pas juste que les communes regroupant les plus riches des contribuables s'équipent d'infrastructures de luxe alors que d'autres communes n'arrivent pas à se payer les services de base. Les services publics sont sous la pression de menaces de privatisations. Ces privatisations seront d'autant plus faciles à réaliser si les services fournis par les communes se dégradent par manque d'argent. C'est trop facile ensuite pour les privés et pour les actionnaires de faire des profits sur les services ainsi passés aux mains de ceux qui les transforment en institutions lucratives.

PREMIERES ANNEES

PETITE ENFANCE: UN GRAND ENJEU!

La volonté des couples et plus particulièrement des femmes de pouvoir concilier des vies familiale et professionnelle épanouies, l'augmentation des familles monoparentales et éclatées, la nécessité économique pour davantage de personnes de travailler à plein temps, ont créé une demande de places de crèche en constante augmentation.

Depuis 1999, le soutien de la Ville de Genève aux institutions de la petite enfance est donc passé de 31 millions à plus de 64 millions de francs en 2007. Cette évolution est liée à la progression du nombre de places et à l'amélioration des conditions de travail des employé-e-s du secteur. Plus de 800 places ont, en effet, été créées depuis 1999, pour un total de 3000. Aujourd'hui, 6000 enfants (1 place=1,5 enfants) sont accueillis dans les institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville de Genève. Le besoin de lieux d'accueil pour les petits enfants n'a, pour autant, pas disparu. Il manque encore près de 900 places pour satisfaire la demande actuelle. Notre objectif «un enfant, une place» demeure.

6% du budget global

Si les efforts consentis ont donc permis de grandes améliorations dans ce domaine, ils mettent à jour

d'autres problématiques auxquelles il convient de répondre. En effet, à l'heure actuelle, la Ville consacre près de 6% de son budget global au secteur de la petite enfance et ce chiffre est en constante augmentation. Mais la Ville n'a pas de pouvoir décisionnel en matière de projet pédagogique, de compétences administratives et de ressources humaines. Or, le nombre d'espaces d'accueil augmentant, les problèmes se complexifient et un employeur unique apparaît nécessaire.

Un véritable service public

Dans ce contexte, les institutions de la petite enfance doivent devenir un service public à part entière non seulement pour des raisons liées à la gestion des lieux d'accueil et des employé-e-s, mais également parce qu'il est important que les collectivités publiques prennent leurs responsabilités dans un domaine qui a, trop longtemps, relevé de la

sphère privée. La création de lieux de rencontre favorisant le soutien aux familles dans leurs tâches éducatives est également une approche à développer. A l'heure actuelle, il existe un lieu à Genève, le «cerf-volant» dans lequel parents et enfants peuvent se retrouver, entourer par

des personnes compétentes pour échanger leurs expériences et leurs questionnements. Le développement de ce type d'accueil est important et les Socialistes désirent ouvrir un autre lieu qui puisse répondre aux demandes croissantes des parents dans ce domaine.

NOUS PROPOSONS

1. *La confirmation du domaine de la petite enfance comme la priorité de la Ville afin d'atteindre au plus vite l'objectif «un enfant, une place».*
2. *La diversification des lieux d'accueil et des modes de garde.*
3. *La création de lieux de rencontre favorisant l'aide à la parentalité sur le modèle du «Cerf-volant».*
4. *La mise en œuvre de l'extension du service public au domaine de la petite enfance.*

ENTRETIEN

ACCUEIL, RENCONTRE ET PARTAGE

Entretien avec Antoinette Aebersold, Présidente de l'association du «cerf-volant» lieu de rencontre, de partage, de détente inspiré de la «Maison Verte» créée par Françoise Dolto à Paris. Il est un lieu d'accueil et de prévention où les parents sont accompagnés dans les difficultés qu'ils rencontrent. L'accueil est assuré par un trio de professionnels différents chaque après-midi de la semaine. Elle a également pratiqué pendant 30 ans dans le domaine de la petite enfance dont 15 ans en tant que directrice d'une institution.

Quels sont les enjeux à venir dans le domaine de la petite enfance?

Antoinette Aebersold: Il s'agit de poursuivre l'option de donner des places en crèche aux personnes qui le désirent. Cependant, il est primordial de maintenir un accueil de qualité; qualité qui a été durement gagnée au fil des années. Cette lutte pour la qualité et la professionnalisation de l'accueil de la petite enfance se décèle dans les augmentations budgétaires; on est en effet passé d'un statut de quasi bénévole (mon premier emploi était rémunéré à hauteur 450 francs pour un mi-temps) à un statut professionnel. Le concept «une place, un enfant»

ne doit donc pas oublier la dimension de la qualité. Ce d'autant plus que l'évolution de la société (modification de la conception de la famille, éloignement des mères de leur filiation, urbanisation) exige qu'on garde des enfants avec compétence. En tant que parti, parallèlement aux enjeux municipaux (création de places, amélioration du statut des employé-e-s) il y a donc des enjeux cantonaux car l'Etat doit se donner les moyens de former du personnel de qualité et en suffisance.

Comment et pourquoi le cerf-volant a-t-il été créé?

A.A.: Le cerf-volant a été créé en mettant en commun les synergies de plusieurs professionnels préoccupés de l'isolement de certains parents face à l'éducation de leur enfant. C'était encore une période faste du point de vue financier et nous avons donc pu avoir de l'argent malgré les réticences, notamment des Socialistes et du Parti du Travail. Ces derniers avaient peur, car déjà à ce moment on manquait de places, de mettre de l'argent pour des privilégiés. Or, actuellement on peut dire que ce n'est pas un lieu pour des privilégiés. De plus, tous les enfants ont droit à un lien avec leurs parents quelque soit leur niveau social.

Constatez-vous une évolution de la fréquentation?

A.A.: La fréquentation a été stable jusqu'en 2004, mais ces trois dernières années, elle a augmenté très brusquement, avec des journées à 70 passages (donc 140 personnes). Quand nous avons ouvert, nous avons eu parfois des difficultés à faire comprendre le sens de ce lieu: certaines personnes ne voulaient qu'un lieu de convivialité. Aujourd'hui, nous n'entendons plus ces remarques, le sens de ce lieu d'accueil et d'écoute est mieux compris. Il y a également une évolution de la perception de ce lieu puisqu'actuellement plus personne ne conteste le bien fondé d'un espace comme celui-ci.

Que pensez-vous des propositions socialistes?

A.A.: Je partage ces propositions, mais je pense qu'on peut aller plus loin dans l'exigence de qualité qui est très menacée. Si aujourd'hui Genève va bien, c'est parce qu'elle bénéficie encore des effets des politiques menées par des Chavanne, Ketterer ou Segond. Malheureusement, celles-ci sont aujourd'hui attaquées et elles se défont lentement. J'attends donc des Socialistes qu'ils se positionnent

de manière plus claire sur l'éducation et la prévention.

Vous proposez l'ouverture d'un deuxième lieu. Bien, mais il faut faire attention au type de lieu, car les règles exigeantes que s'est donné le cerf-volant sont importantes. Nous soulignons l'importance de la parole. Le cerf-volant est un lieu où les professionnels n'agissent pas mais parlent, on essaie de mettre des mots sur ce qui est en train de se passer pour que la personne trouve des réponses à son problème par elle-même et ce n'est pas donné à tout le monde de faire ce travail. Donc, si l'on ouvre un deuxième lieu, il faudra également trouver les personnes compétentes pour le faire vivre sur le modèle du cerf-volant. On a prétendu que ce qui se passe maintenant était dû au fait que l'enfant était considéré comme une personne occupant une place centrale. Je ne suis pas d'accord, il y a certainement eu trop de permissivité dans la compréhension de l'enfant comme une personne à part entière mais le cerf-volant se défend totalement d'un retour aux méthodes des années 50 ou on ne prendrait pas en considération l'échange et la négociation avec l'enfant.

COHESION SOCIALE

LE SPORT ET LA JEUNESSE

Les compétences d'enseignement étant attribuées au Canton, la Ville a néanmoins un rôle important à jouer dans la relation entre école et famille et dans le domaine para et périscolaire. Elle doit le faire en activant toute mesure permettant de limiter les effets désastreux des inégalités sociales qui sont en augmentation dans notre canton. Au sein des structures offrant des activités parascolaires et associatives, les enfants et adolescents de tous les milieux sociaux doivent pouvoir trouver un encadrement de qualité, favorisant leur intégration.

Au-delà de la sécurité physique, la sécurité sociale des jeunes doit également être au cœur des préoccupations de collectivités publiques. En effet, les adolescent-e-s sont particulièrement touchés par la crise sociale et économique: les places d'apprentissage manquent, le chômage menace et le milieu familial est de plus en plus souvent éclaté. En outre, les espaces laissés à la libre disposition des préadolescent-e-s et des adolescent-e-s sont insuffisants.

Tisser des liens

Genève ne connaît certes pas encore les problèmes de certaines banlieues françaises, mais les symptômes sont là: augmentation du nombre de jeunes sans domicile fixe, petite délinquance et incivilités, banalisation des toxicomanies, absentéisme et

échec scolaires, problèmes de santé psychique, etc.

En tant que créateur d'un lien social, le sport mérite d'être soutenu par la collectivité publique. Le sport à Genève est d'abord et surtout une pratique d'amateurs, avec des milliers de gens qui se livrent à une activité à des degrés divers par envie et par jeu. Or le caractère massif de la pratique du sport pose des problèmes de surcharge, d'inadaptation ou de vieillissement de certains équipements existants. Il incombe, certes, aux collectivités locales de remédier à ces insuffisances, mais en se concentrant sur les équipements en leurs mains: l'argent public doit aller aux équipements publics, et ces équipements doivent être évalués en fonction des besoins réels.

ENTRETIEN

A L'ECOUTE DES ADOS

Julie Schaler est secrétaire générale de l'association Païdos, fondée en 1996 par François Guisan, environnementaliste et Nicolas Liengme, pédopsychiatre. Après deux ans d'activités entièrement bénévoles, basées sur l'échange Suisse-Brésil (enfants genevois-enfants de la rue), l'association a renforcé son travail auprès d'enfants et d'adolescents en situation difficile à Genève.

Propos recueillis par François Jean-Richard

Quelles sont les actions concrètes menées par l'association Païdos?

Julie Schaller: L'association fonctionne aujourd'hui autour de trois axes: en premier lieu, un axe accueil, avec l'atelier des bricolos pour enfants migrants et genevois qui a pour objectif de développer la confiance en soi et surtout permettre aux migrants de s'intégrer, au travers d'activités artistiques comme le théâtre et la peinture. En outre, cela offre aux enfants genevois l'opportunité de découvrir d'autres cultures et d'autres langues. Nous avons également mis sur pied Le Café Ados, situé à la Servette. Il s'agit à la fois d'un espace sans tabac et sans alcool et d'un lieu d'orientation et de conseil tenu par un éducateur et une équipe de bénévoles. Enfin un centre psychopédagogique pour adolescents (CPPA), qui prend en charge des jeunes en rupture scolaire

ou familiale, envoyés en majorité par le service de la jeunesse. L'objectif est de permettre à l'adolescent de faire le bilan sur son parcours et son identité et surtout de se réintégrer socialement dans une filière de formation. Le deuxième axe est celui de l'observation au travers d'une équipe mobile qui va à la rencontre des adolescents sur le terrain, dans la rue et questionne les ados sur les problématiques émergentes. Enfin, un pôle sensibilisation, avec une exposition interactive ayant pour thème la violence sur soi (boulimie anorexie, mutilations etc.) qui tourne dans les cycles d'orientation. Plusieurs modules sont développés avec des animateurs et une discussion est menée sur un thème choisi par l'adolescent, toujours en lien avec les violences à l'adolescence

Les médias donnent l'impression que la violence chez les jeunes est en augmentation depuis quelques années. Remarquez-vous cette évolution sur le terrain?

J.S.: Effectivement, nous constatons une certaine augmentation, mais il faut se garder de généraliser le phénomène, car certains types de violence augmentent et d'autres pas. Cela étant, une augmentation des incivilités est indéniable.

À Genève, quelques centaines de jeunes entre 16 et 20 ans sont sans emploi et ne suivent aucune formation. Quel avenir envisagez-vous pour

NOUS PROPOSONS

1. La mise à disposition de moyens pour l'entretien des sites scolaires et l'optimisation de leur utilisation par les associations de quartier, en privilégiant l'offre d'activités pour les adolescent-e-s.
2. Le développement de la présence d'éducateurs et d'éducatrices de rue.
3. L'ouverture plus étendue des Maisons de quartier (soir et week-end).
4. L'extension du droit aux activités parascolaires jusqu'à la fin de la 6e primaire.
5. La valorisation et la promotion du sport en tant que facteur de cohésion sociale.
6. Une politique d'équipement qui privilégie les équipements de quartier répondant aux besoins de la population.
7. La mise à disposition d'équipements simples, réalisés sur le domaine public à destination des adolescent-e-s pour la pratique de jeux et de sports de rue.



© 2006 jkkphoto.ch

ces adolescents et jeunes adultes?

J.S.: Tout d'abord, nous ne sommes pas des professionnels de l'emploi, mais les chiffres de l'année écoulée semblent indiquer une baisse sensible du chômage des jeunes. Sur le terrain nous accueillons de plus en plus de jeunes au sein du centre psychopédagogique qui se retrouvent à l'âge de 15 ou 17 ans en situation de ruptures accumulées et de nombreux échecs scolaires et familiaux. Un des objectifs de Païdos est de travailler sur différents axes de manière à faire le point afin que le jeune puisse réintégrer le système et trouver des repères. Un jeune qui sortira de Païdos et trouvera un apprentissage ou réintégrera une école sera plus à même de faire face au marché de l'emploi.

Selon vous, les parents sont-ils de plus en plus démunis en matière d'éducation et d'autorité?

J.S.: Aujourd'hui, on doit faire face à des parents qui ont une perte de confiance en eux, et ne savent plus quelles valeurs adopter. Ce phénomène est souvent lié à des facteurs socioéconomiques et migratoires, mais les parents démunis se trouvent dans toutes les couches sociales et pas seulement au niveau des migrants; les enfants ont en revanche une très grande capacité d'intégration ainsi que nous le constatons au sein des ateliers bricolos.

Le sport est-il également un facteur d'intégration pour les jeunes?

J.S.: Sans aucun doute. Au sein de Païdos, les jeunes sont très friands de skate parks. Mais ils souhaitent avoir leurs propres espaces qu'ils ne veulent pas partager avec les enfants. Pourtant, Genève offre un grand nombre d'infrastructures sportives pour les ados. On peut toutefois se demander si les jeunes fréquentent les espaces sportifs à disposition, mais de manière générale, les adolescents ont besoin d'endroits spécifiques, qui leur «appartiennent» pour se sentir en sécurité. Ce que l'on constate sur le terrain, et au travers des discussions au Café Ados, c'est le phénomène de bandes, où des jeunes qui proviennent d'un quartier auquel ils sont attachés ne veulent surtout pas se mélanger à ceux des autres quartiers.

De ce fait, faut-il développer ces installations pour la pratique du sport urbain dans chaque quartier?

J.S.: Il faudrait déterminer si les ados vont réellement dans les espaces conçus pour eux. Je ne m'avancerai pas sur ce terrain, c'est-à-dire s'il faut ou non plus de lieux sportifs; en revanche, je peux relayer la parole des ados, qui estiment souvent que les structures sont en mauvais état et mériteraient un sérieux rafraîchissement!

DIVERSITE ET CREATIVITE

FAVORISER L'ACCES A LA CULTURE

En défendant les moyens affectés à la culture (subventions, bâtiments, espace de travail, diffusion et promotion), les Socialistes réaffirment leur attachement à la liberté de créer. A une époque où la liberté d'expression est menacée, où les intégrismes sévissent, les Socialistes soulignent leur volonté de défendre la culture face à l'obscurantisme.

La Ville de Genève consacre une part importante de son budget à la culture. Elle assume ainsi son rôle de «capitale» culturelle de la région. Cette richesse culturelle fait partie de ses atouts économique, favorise les liens sociaux, crée des emplois et de l'impôt et classe Genève parmi les villes ayant la meilleure qualité de vie au monde!

Une politique culturelle régionale

La Ville de Genève assume financièrement une grande partie des infrastructures culturelles. Depuis quelques années, plusieurs communes urbaines ont également développé des institutions culturelles et des programmations. De nombreuses collaborations ont vu le jour, y compris avec la région et au-delà des frontières. Les Socialistes réaffirment l'importance de ce travail commun. Si l'on veut développer une offre culturelle cohérente et investir dans de nouvelles infrastructures, les partenaires doivent se rassembler et créer de véritables structures ensemble.

Concrétiser les investissements

Depuis l'échec des projets pour le nouveau Musée d'ethnographie et pour la création d'une Maison de la danse à Lancy, nous sommes conscient-e-s des résistances que montre la population envers des dépenses pour des projets importants. Les Socialistes ne veulent pas d'une Genève paralysée et



© 2007 atelierssud

s'engagent à défendre ces investissements.

Soutenir la création et les grandes institutions

Les Socialistes soutiennent les espaces de création et leurs budgets. En période de restriction budgétaire il s'agit d'être très attentif aux nouveaux projets afin de trouver les moyens à leur existence. Des réorganisations sont nécessaires pour dégager des subventions pour les nouvelles générations. Des espaces de travail doivent être trouvés, en collaboration avec les autres communes. De nouveaux modèles de gestion pour les grandes institutions doivent être mis en place afin de permettre à ces

institutions de trouver de nouveaux moyens pour leur développement (fondation, accords régionaux, etc.).

La culture de proximité

La culture c'est aussi les projets qui émanent des quartiers, le travail des troupes et compagnies amateurs, la visibilité possible pour des communautés étrangères. Les Socialistes sont sensibles au rôle que jouent les manifestations culturelles dans la construction du lien social. Animer la ville, favoriser les rencontres, mais aussi apprendre à partager et à comprendre le fonctionnement de notre société, la culture joue un rôle d'intégration essentiel. Les Socialistes souhaitent développer

l'accès à des locaux de rencontre et au domaine public et simplifier les procédures administratives pour l'organisation de manifestations.

Démocratiser l'accès à la culture

La culture, comme l'éducation, doit être accessible à toutes et à tous. C'est pourquoi les Socialistes soutiennent toutes les mesures prises pour favoriser l'accès aux manifestations culturelles. Toutefois, on sait que le coût n'est pas la seule difficulté rencontrée. Pour apprécier l'offre culturelle, l'éducation est essentielle. La Ville et le Département de l'instruction publique de l'Etat doivent donc travailler en collaboration.

Enfin, les subventions culturelles ont un rôle fondamental puisqu'elles permettent d'offrir des prix accessibles, aussi bien dans nos grandes institutions que dans les petites structures. Les Socialistes continueront à affirmer leur attachement à la démocratisation de la culture.

« L'investissement dans la culture est socialement l'un des plus rentables de tous ceux qu'une collectivité publique peut consentir. »

ENTRETIEN

CULTURE ET POLITIQUE, QUELLE RELATION ?

Que pensent celles et ceux qui font la culture à Genève, des programmes des partis politiques? Rencontre avec Florence Chappuis, responsable du Théâtre de l'Usine pour en savoir plus sur la relation entre les partis et les artistes...

Propos recueillis par
Virginie Keller Lopez

Les Genevois-e-s vont bientôt élire le nouveau Conseil municipal et l'exécutif de la Ville. Le Théâtre de l'Usine se sent-il concerné par ces élections?

Florence Chappuis: Je me sens concernée de façon personnelle par ces élections, mais le Théâtre n'est pas concerné en tant qu'institution. Nous pensons que ce n'est pas notre rôle de nous mobiliser sur ces enjeux. A l'Usine, nous nous

intéressons à des questions politiques générales, comme par exemple avec le festival «Existence-Résistance», mais pas concrètement aux élections.

Avez-vous des relations avec les partis politiques? Lisez-vous leur programme politique?

F.C.: Pas vraiment. L'Usine a toujours maintenu une distance avec le monde politique. On se mobilise sur des sujets précis comme la votation sur l'affichage sauvage du 11 mars prochain mais nous n'avons pas de liens particuliers avec des partis.

L'Usine est-elle toujours un symbole de la culture alternative ou est-elle devenue une institution?

F.C.: L'Usine reste un lieu alternatif dans son fonctionnement et sa programmation. Elle est autogérée

et fonctionne beaucoup sur le bénévolat et l'engagement. Les postes rémunérés ne sont que des mi-temps. Sa programmation est plurielle et complémentaire aux institutions. On peut se permettre des projets artistiques risqués, on est plus libre. Mais en même temps, on est devenu plus institutionnel dans nos rapports avec les subventionneurs, on respecte les modalités, les délais, on signe des conventions.

Quels sont les points forts de la culture genevoise?

F.C.: L'abondance de l'offre culturelle et sa diversité. Le Festival de la Bâtie, qui rassemble tous les acteurs culturels et tous les publics. On peut voir beaucoup de choses à Genève, et à des prix abordables. Et puis le climat de travail est bon, les institutions collaborent souvent très bien.

Et ses points faibles

F.C.: Il manque parfois une vue d'ensemble, un agenda exhaustif. Et puis les très grandes institutions devraient nous rendre visite plus souvent...

Avez-vous des liens avec la région?

F.C.: Comme on est petit avec un budget restreint, cela nous pousse à collaborer, aussi bien à l'intérieur de l'Usine qu'avec les autres institutions de Genève et de la région. On fait partie du «Passdanse» et du réseau danse suisse. On collabore aussi au festival «Dansez!», une collaboration avec Annemasse. Finalement on a une culture de réseau assez helvétique, pas de très grosses institutions très hiérarchiques et centralisées, mais plutôt une diversité de propositions...

MONDIALISATION

ACCROITRE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Genève n'existe que par son rapport privilégié au monde: cette cité s'est constituée comme un carrefour, cette commune comme un lieu d'échange, cette République comme le foyer de débats d'idées et comme le centre de négociations internationales.

Le poids des organisations internationales est à Genève de 14 000 emplois, de 2,4 milliards de francs de dépenses, et de 53 millions de francs de retombées provenant des conférences internationales. A elle seule, Genève concentre les deux tiers des organisations internationales présentes en Suisse et se place au quatrième rang des villes de réunions internationales. Pour une ville (réelle) de 450 000 habitants, cette situation est, au sens propre du terme, extraordinaire.

Les défis de l'urbanisation

Encore ne faut-il pas oublier que le monde (réel) ne ressemble pas aux

salons feutrés des conférences internationales, des forums économiques mondiaux et des conseils d'administrations des multinationales. Les problèmes de la majorité de la population mondiale sont ceux liés à l'urbanisation ou ceux qui se posent dans un cadre urbain: l'accès à l'eau, à l'énergie, à la santé et à l'éducation, ainsi que les transports publics, la sécurité, la démocratie locale et les services publics.

Mise en réseau

Pour répondre à ces défis, la mise en réseau des expériences et des pratiques des collectivités locales est à la fois une nécessité et une alternative

aux pesanteurs des interventions des organisations internationales. Ces réseaux permettent des interventions plus rapides, plus égalitaires et mieux ancrées dans le terrain. L'émergence d'organisations internationales rassemblant des villes permet aussi de rapprocher le système international de la réalité vécue par les populations, et de substituer des logiques de droits aux raisons d'Etat concurrents. En outre, ces réseaux et ces organisations peuvent être de précieux points d'appui dans la lutte pour une «autre mondialisation» que celle véhiculée par les puissances financières internationales, et à laquelle les organisations

internationales gouvernementales n'opposent qu'une faible résistance.

L'indépendance des municipalités

Le champ des interventions possibles des municipalités est pratiquement sans limites. N'ayant pas à défendre les intérêts stratégiques, politiques, diplomatiques, économiques des Etats, elles peuvent faire ce qui leur paraît juste, avec comme critère fondamental celui de l'égalité dans les rapports avec les municipalités et les sociétés civiles bénéficiaires de leur coopération. En soutenant les services publics «au sud», les municipalités du «nord» construisent aussi de la citoyenneté chez elles.

NOUS PROPOSONS

1. *Le renforcement des actions de coopération menées par la Ville afin d'atteindre 0,7% du budget de la Ville.*
2. *L'engagement de la Ville dans la défense du droit d'asile, et pour la régularisation des sans-papiers.*
3. *L'attribution par la Ville d'une citoyenneté d'honneur de Genève, avec l'accueil et le soutien matériel qu'elle implique, à celles et ceux qui sont menacés parce qu'ils combattent pour les droits fondamentaux de la personne et les libertés des peuples.*



DR

ENTRETIEN

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Virginie Estier dos Santos a vécu une dizaine d'années au Brésil où elle a travaillé comme volontaire E-CHANGER auprès d'organisations rurales, puis comme coordinatrice locale pour Terre des Hommes Suisse. Elle est actuellement membre de la Commission technique de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et travaille à la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique (COTMEC).

Propos recueillis par
Grégoire Carasso

Que vous inspire la vision de la solidarité internationale proposée par le Parti socialiste Ville de Genève?

Virginie Estier dos Santos: Je voudrais partir de votre phrase: «avoir comme critère fondamental celui de l'égalité dans les rapports avec

les municipalités et les sociétés civiles bénéficiaires de la coopération. En soutenant les services publics au Sud, les municipalités du Nord construisent aussi de la citoyenneté chez elles.»

L'égalité dans les rapports est sans doute plus facile à construire dans une relation de proximité: de personne à personne, d'association à association, de ville à ville. C'est toute la chance d'une solidarité internationale menée par une diversité d'acteurs. Mais il faut aussi de la curiosité et de la volonté de découvrir. Bien sûr que nous pouvons et que nous devons aider et soutenir: par des financements, par du conseil, par la mise à disposition de moyens techniques, par du soutien à la mise en réseau, etc. Cependant, nous avons aussi beaucoup à apprendre. N'oublions pas que dans certains pays dits du Sud, la société

civile est bien plus dynamique et compétente que chez nous; qu'en matière de démocratie participative, nous sommes «en rade» plus souvent que nous le croyons malgré notre tradition. De plus, des collectivités publiques font preuve d'une créativité à faire pâlir d'envie, pour résoudre des problèmes qui nous paraîtraient totalement insurmontables.

Qu'attendez-vous d'une Ville comme Genève?

V.E.d.S: Les problèmes sont là, et de manière toujours plus criante, comme vous le soulignez: l'accès à l'eau, à l'énergie, à la santé et à l'éducation, au transport, à la sécurité, etc. sont loin d'être garantis pour la majorité de la population de notre planète. Si certains se laisseront tromper par

le rideau de fumée de la croissance mondiale, il n'empêche que les indicateurs socio-économiques de la plupart des pays du Sud sont encore très éloignés de ceux qui permettent d'avoir une existence digne pour la majorité de la population.

Donc, atteindre 0,7% bien sûr, c'est un enjeu essentiel, non pas comme disent certains, pour éviter que les pauvres arrivent chez nous, mais pour faire au moins aussi bien qu'eux. Car n'oublions pas que la redistribution des ressources à l'échelle planétaire aujourd'hui, ce sont avant tout les migrants qui en sont les acteurs, en renvoyant une part de leur revenus à leur famille. Une fois de plus, nous n'avons de leçon à donner à personne!

PORTRAITS

LES CANDIDAT-E-S AU CONSEIL MUNICIPAL



Manuel TORNARE



Sandrine SALERNO



Patrick BAUD-LAVIGNE



Isabelle BRUNIER



Christophe BUEMI



Monique CAHANNES



Grégoire CARASSO



Diana DUARTE RIZZOLIO



David CARRILLO



Corine GOEHNER-DA CRUZ



Gérard DESHUSSES



Sílvia MACHADO



Jean-Louis FAZIO



Christiane OLIVIER



Endri GEGA



Mary PALLANTE



Pascal HOLENWEG



Véronique PARIS



Christian LOPEZ QUIRLAND



Annina PFUND



David METZGER



Andrienne SOUTTER



Roger MICHEL



Martine SUMI



Thierry PIGUET



Nicole VALIQUER GREUCCIO



Jean-Charles RIELLE



Valentina WENGER-ANDREOLI



Miltos THOMAÏDES



Mutombo WODIA

NOUS RENCONTRER

SAMEDI 24 FEVRIER

10h30-12h30 Migros Pâquis
13h-16h Place du Molard

SAMEDI 10 MARS

10h30-12h30 Manor
13h-16h Place du Molard

SAMEDI 24 MARS

10h30-12h30 Migros Pâquis
13h-16h Place du Molard

SAMEDI 3 MARS

10h30-12h30 Migros Servette
13h-16h Marché aux puces

SAMEDI 17 MARS

10h30-12h30 Migros Eaux-Vives
13h-16h Place du Molard

DIMANCHE 25 MARS

Votation Conseil Municipal

VOTEZ LA LISTE N°3